

outré-mer produisent des résultats dont notre pays a bien raison d'être fier. N'oublions pas non plus le rôle qu'ont joué ceux qui ont organisé et formé nos troupes. Je mentionnerai en particulier les services rendus par le lieutenant-général McNaughton qui, dans notre Commonwealth, a été parmi les premiers à préparer son corps d'armée au genre de guerre mécanisée et scientifique que ce grand conflit est devenu. Le personnel du service armé et des groupes nombreux de notre population civile attendent un exposé plus ample de ses récentes exigences que celui qui vient de nous être fait.

En dépit toutefois des hauts faits militaires que nous connaissons, bien des Canadiens entretiennent de graves appréhensions pour l'avenir. La poursuite de la guerre et l'élaboration de notre programme d'après-guerre sont deux choses inséparables. La guerre militaire et la lutte politique sont deux éléments inséparables de la même lutte pour la sécurité et la liberté. Il y a grand danger que, malgré que nous puissions être victorieux sur le champ de bataille, nous perdions dans le domaine politique une lutte non moins vitale. Il y a des indices inquiétants que des tentatives sont faites en vue d'apaiser des groupes fascistes et réactionnaires qui réclament le retour du monde entier aux conditions d'avant la guerre. Durant des mois on s'est efforcé d'apaiser Franco, pendant qu'une de ses divisions se battait contre nos alliés sur le front oriental de l'Europe. En Italie, nous avons favorisé un monarque déconsidéré et un ancien général fasciste, pendant que des Italiens progressistes réclament la constitution d'un gouvernement jouissant de la confiance du peuple italien et sous la direction duquel les Italiens pourraient combattre l'ennemi commun. Dans toute l'Europe, nous dit-on, les courageux travailleurs clandestins se défient de nos intentions, car nous continuons de donner notre appui à des cliques gouvernantes déconsidérées et à d'anciens monarques qui ont manifestement perdu la confiance de leurs anciens sujets. On peut appeler cela de l'opportunisme, mais en fait c'est de la réaction. Pour ma part, le Canada ne peut éviter de porter une certaine mesure de responsabilité pour cet apaisement désastreux. Vu que le Canada occupe le cinquième rang parmi les Nations Unies ou, si vous préférez, le premier parmi les soi-disant petites nations, il devrait exercer une influence proportionnée à sa puissance militaire et économique. Puisqu'il n'y a pas réussi, cela présuppose que notre Gouvernement craint les conséquences sociales et économiques du régime démocratique chez nous et à l'étranger. Il est grand temps que le Parlement soumette à un exa-

men sérieux nos relations extérieures. Il est temps de dépouiller du mystère inutile qui les entoure certaines mesures de notre politique étrangère. Je suggère avec instance de diviser en deux comités, dont l'un serait chargé des relations ouvrières et l'autre des affaires internationales, le comité permanent des relations industrielles et internationales, questions qui ne vont pas bien ensemble. Dans ces domaines nous avons besoin d'une opinion publique renseignée pour appuyer un sage programme national.

D'après le discours du trône, le bien-être du Canada est lié à la restauration et à la reprise du commerce mondial. C'est vrai, mais nous ne devons pas permettre au gouvernement de s'en remettre seulement à ce commerce pour assurer notre propre restauration et notre propre bien-être d'après-guerre. Il est certain que le discours dénote peu de compréhension des moyens propres à assurer l'expansion du commerce dans le monde où nous vivons. C'est un principe primordial selon moi que l'élaboration méthodique de notre économie interne est essentielle à notre prospérité intérieure et à notre aptitude à nous assurer un commerce avantageux. Il est certain qu'un commerce bien compris comporte l'acceptation et l'utilisation des produits des autres pays en vue de nous permettre d'écouler à l'étranger nos propres surplus.

Le discours du trône ne nous fournit aucun indice que le gouvernement se rend compte de la nécessité d'élaborer des plans au sujet de nos relations commerciales avec les autres pays, et de notre économie interne. La nécessité du temps de guerre de faire le commerce par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux ne nous a-t-elle rien appris? Comment pouvons-nous préparer notre commerce en fonction des besoins nationaux? Certainement, par l'adaptation du volume des achats et des ventes effectués par les organismes nationaux. Il est clair que les nations, qui sont nos meilleurs clients, la Grande-Bretagne entre autres, se préparent aux achats et ventes sur une échelle nationale. Si nous n'utilisons pas les commissions comme la commission du bacon et la commission du blé, au lieu d'ouvrir de nouveau toutes sortes d'organismes privés et adonnés à la spéculation, notre commerce étranger pérécitera. Il se peut qu'il soit étouffé par un véritable fouillis de tarifs, de contingents, de cartels irresponsables et de programmes de temps de crise.

Le discours du trône, cependant, démontre que le Gouvernement a pris certains des articles du programme de la fédération du commonwealth coopératif. Malheureusement, je ne peux le trouver coupable que d'un larcin. Je voudrais pouvoir le tenir responsable d'un